



**REVUE DE PRESSE**  
**SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE**  
**DU 15 JUILLET 2016**

# Hollande se présente comme le gardien de « la maison France »

**ÉLYSÉE** Le président de la République a justifié hier, sur TFI et France 2, son bilan, et menacé Emmanuel Macron

François Hollande a donc vécu hier le dernier 14 Juillet de son quinquennat. Peut-être son dernier 14 Juillet en tant que président ? lui a demandé le journaliste Gilles Bouleau, lors du traditionnel entretien télévisé. Fille un peu grosse pour le faire parler de sa probable candidature à un deuxième mandat élyséen.

Pas né de la dernière pluie – on le lui fait suffisamment remarquer –, le chef de l'État, dont on a, cette année plus que les précédentes, observé la chevelure, a esquivé la question, préférant rendre hommage à l'engagement de tous ceux qui venaient de défilé sur les Champs-Élysées.

« **Redresser** » et « **redistribuer** » La question est néanmoins revenue au bout des trois quarts d'heure d'entretien. Après s'être présenté comme celui qui doit « protéger la maison France qui est fragile » – surtout face à Marine Le Pen et à la droite –, François Hollande a également disserté sur sa fonction. « La France est forte, mais l'Histoire est tragique. » Président, « c'est être confronté à la mort, au drame. Si on n'est

« Nous ne diminuerons pas de 50 milliards les dépenses publiques mais de 46, parce qu'il y a eu les attentats du 13 novembre »

plus tôt les réformes d'aujourd'hui, tout en rappelant qu'il avait tenu ses promesses, notamment celle de « redresser avant de redistribuer ».

Face aux questions et aux relances, plutôt incisives, de Gilles Bouleau et David Pujadas, le président de la République a évidemment vanté les quatre premières années de son quinquennat, notamment la loi travail, qu'il inscrit dans l'héritage du Front populaire, réitérant sa volonté de laisser la France « en

pas préparé, pas préparé, alors on n'est pas à la hauteur du pays », a-t-il assuré en conclusion de l'entretien.

Il a aussi précisé « que le temps est court », façon peut-être de regretter de ne pas avoir lancé



François Hollande a échangé pendant quarante-cinq minutes avec les journalistes de France 2 et TFI. PHOTO CHRISTIAN LIEWIG/POOL

meilleur état en 2017 qu'en 2012 ». Il a démenti tout relâchement dans l'effort d'assainir les comptes de l'État.

« Nous ne diminuerons pas de 50 milliards les dépenses publiques mais de 46, parce qu'il y a eu les attentats du 13 novembre », a-t-il rappelé, mettant en avant les sommes attribuées à l'armée, à la police et à la gendarmerie. « Qui va m'en faire le reproche ? » Il a également justifié le dégel de l'indice des fonctionnaires ou le plan d'aide aux agriculteurs.

**Aucun commentaire sur Macron** S'il n'a pas voulu commenter le Brexit britannique, « une décision malencontreuse mais souveraine », pas plus que la nomination de Boris Johnson et de sa tignasse blonde au ministère des Affaires étrangères du nouveau gouvernement britannique, il n'a pas été non plus très prolix sur le bien peigné Emmanuel Macron qui défrise beaucoup de gens, à commencer par le Premier ministre, Manuel Valls.

À trois reprises, François Hollande a répété : « Je n'en dirai pas davan-

tage » à propos du ministre de l'économie, évoqué en tout début d'interview « Je pense qu'il y a des sujets plus importants », a d'ailleurs lancé le chef de l'État aux deux journalistes.

## Manuel Valls salué

Quand on est au gouvernement, « il y a des règles : solidarité, esprit d'équipe et sens de l'intérêt général », a affirmé François Hollande. « Respecter ces règles, c'est rester au gouvernement, ne pas les respecter, c'est ne pas y rester », a menacé le chef de l'État, pour qui il n'y a « pas de démarche personnelle et encore moins présidentielle quand on est au gouvernement ». En écho à cet (ultime ?) avertissement, François Hollande a salué « l'autorité, le courage et le sens de l'intérêt général » de Manuel Valls.

Enfin, la question sur ses frais de coiffure. « J'ai fait passer le budget annuel de l'Élysée de 109 à 100 millions d'euros, j'ai réduit mon salaire. On peut me faire beaucoup de reproches, sauf celui-là », a-t-il répondu pour couper court à la polémique.

**Benoît Lasserre**

# La CCI, « un atout de proximité »

**JEAN-FRANÇOIS CLÉDEL** Patron d'une entreprise d'ingénierie, le président du Medef Gironde veut diriger la future Chambre régionale

« **Sud Ouest** » Pourquoi êtes-vous candidat à la présidence de la future Chambre régionale de commerce et d'Industrie (CCI) ?

**Jean-François Clédel** Je suis un entrepreneur. Mais j'ai toujours souhaité contribuer au développement économique de mon pays. Je l'ai fait au sein de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) et au sein du Medef, fonction que je quitterai en cas d'élection à la présidence de la CCI régionale. Au Medef, on porte une parole patronale. À la CCI, nous serons les élus de 256 000 ressortissants de tous les territoires de la grande région, que nous représenterons auprès de l'exécutif régional, qui a aujourd'hui enfin clairement la compétence économique. Nous devons travailler avec lui dans la mise en œuvre sur le terrain des politiques et des actions menées pour les entreprises.

Avec des budgets qui ont diminué de 37 % en trois ans, aurez-vous les moyens de le faire ?

Il est vrai que si l'État s'était appliqué à lui-même ou aux collectivités locales et à la Sécurité sociale le même régime, notre pays serait en excédent budgétaire. Mais les entreprises vivent tout le temps dans un environnement contraint. Cela nous oblige à être imaginatifs pour être compétitifs. Et puis, tout de même, le budget global des CCI dans la Nouvelle-Aquitaine est de l'ordre de 200 millions d'euros, et nous avons 2 000 collaborateurs, y compris dans les écoles, les centres de formation d'apprentis et les aéroports. Nous représentons, avec



Jean-François Clédel, PDG d'Ingelliance, à Mérignac. ARCH. S. LAFFIQUE

les Chambres de métiers et d'agriculture, un atout de proximité sur lequel la Région pourra s'appuyer.

Le budget économique et de l'emploi de la Région est de 285 millions d'euros. A-t-elle besoin de vous ?

La Région a désormais la compétence et les moyens de sa politique économique. L'Agence de développement et d'innovation (ADI) aide à la structuration et au développement des filières. Mais nous demandons qu'une partie des moyens stratégiques soit laissée à l'initiative des territoires. Ce sont eux qui ont créé l'Estia de Bidart ou l'Agropole d'Agen, formidable outil de recherche et développement et de soutien aux entreprises agroalimentaires. Ces décisions ne sont pas ve-

nues de la capitale régionale. Nous pourrions créer ou développer ce type d'outils pour la céramique, la filière luxe ou le cognac. Pour ce qui est des aides directes aux entreprises, les CCI seront candidates pour les instruire et les mettre en œuvre via des conventions dans les territoires, comme la CCI de Corrèze l'a fait avec l'Agglomération de Brive.

Cette élection sera un match Bordeaux contre les autres ?

Je ne crois pas. Il y aura d'autres candidats. Ils sont légitimes. Je suis né dans le Lot, un département oublié sur le plan économique. Dans mon groupe, je tire l'efficacité des 12 antennes ou filiales de leur autonomie. Nous devons nouer une relation étroite entre les CCI territoriales et le Conseil régional. C'est le seul moyen d'être efficace et utile aux entreprises. Nous n'avons pas les moyens de doubler les actions.

**Recueillis par Jean-Bernard Gilles**

# Petit-fils du Grand Charles

À 65 ans, Yves de Gaulle ouvre enfin le journal intime d'une jeunesse passée à l'ombre et à la lumière du Général

PROPOS RECUEILLIS PAR  
SYLVAIN COTTIN  
s.cottin@sudouest.fr

**D**ans la famille de Gaulle, voici le petit-fils adoré. Énarque, ancien magistrat de la Cour des comptes, celui qui pourtant grimpa sur les barricades de Mai 68 passa aussi tous ses étés dans le sanctuaire de Colombey-les-Deux-Églises. Rendons grâce à celui-ci d'avoir attendu l'âge de ne plus rien avoir à y gagner pour livrer ses précieux souvenirs (1).

« **Sud Ouest** » Serais-ce la crainte d'être écrasé par ce nom si charismatique qui vous a retenu de porter à votre tour le flambeau en politique ?

**Yves de Gaulle** Le crâneau était bien trop encombré, et se réclamer du nom que je porte pour faire de la politique ne me correspond pas. Pas plus que d'être encarté dans une organisation quelconque. L'indépendance de pensée et d'action reste d'ailleurs l'un des principaux traits du gaullisme.

Mais comment, justement, faire la part des choses et des êtres parmi la foule d'héritiers plus ou moins légitimes ?

La légitimité sur ce sujet est une question qui me paraît étrange. Certains hommes politiques qui ne lui étaient pas favorables ont été de parfaits gaulliens, à l'image par exemple de Michel Rocard. Le sacre des origines est important, certes, mais ce n'est pas la seule empreinte qui fait que vous ressembliez ou non à de Gaulle.

Vous avez d'ailleurs invité François Hollande à Colombey

## « Tante Yvonne » se lâchait...

Où l'on découvre auprès d'Yves de Gaulle que sa grand-mère avait quasiment été élevée au rang de conseiller spécial. « Plutôt de conseiller intime », précise le petit-fils. « Mais c'est vrai qu'elle donnait son avis avec franchise sur tous les sujets de société, quitte parfois à agacer le Général. Elle n'avait pas un quart de fesse sur une demi-chaise, elle se lâchait. Chaque après-midi, il faisait une longue pause pour prendre le thé en sa compagnie à l'Élysée. » Loin du portrait quelque peu misogynne que l'on a dressé de « Tante Yvonne », Yves de Gaulle dit même que sans elle de Gaulle n'aurait pas été de Gaulle. « Rien à voir avec cette stupide image de grenouille de bénitier qui lui colle encore à la peau aujourd'hui. »

le 18 juin. Certains, à droite, ont hurlé à la provocation. Fallait-il y voir un signe politique ?

J'ai trouvé cette polémique ridicule. Que ceux qui prétendent exercer la plus suprême des fonctions puissent s'étonner que le président de la République rende hommage à son illustre et lointain prédécesseur est indigne.

N'êtes-vous pas pour autant agacé de les voir tous – y compris les plus radicaux – venir en pèlerinage opportunément sur sa tombe ?

Non. Encore une fois, ce personnage historique appartient à tout le monde. Alors, si ceux qui viennent à Colombey peuvent retirer de cette atmosphère quelque chose de grand, tant mieux.

## « Polémiquer sur la venue de Hollande à Colombey est aussi ridicule qu'indigne »

Plutôt que cet autocrate un brin mégaloque mordait la presse des années 1960, vous décrivez de Gaulle en « irréductible rebelle »...

Les archives de l'époque témoignent en effet d'une violence inouïe et quotidienne à son égard. Mais de Gaulle est un rebelle au sens où il contestait systématiquement le déjà-pensé. Et tout ce qu'imposaient « les crétiens de la hiérarchie », comme il disait, ou bien la doctrine bien-pensante. Quant à son procès en despotisme présumé, reparlons-en le jour où je rencontrerai de nouveau un homme d'État qui s'en ira lorsqu'une élection – quelle



Yves de Gaulle : « Mon grand-père était un vrai rebelle ». PHOTO ALEXANDRE MARCHAI / L'EST RÉPUBLICAIN

qu'elle soit – lui sera défavorable. Alors je considérerai qu'il existe enfin un digne héritier. À ce que je sache, l'exercice solitaire du pouvoir – celui qui s'accommode parfaitement de la cohabitation – n'a vraiment rien de gaullien.

Du haut de vos 77 ans, comment avez-vous traversé le mois de mai 1968 ?

J'étais un soixante-huitard séduit par le mouvement étudiant. J'ai participé à quelques manifestations, mais sans prendre part aux violences ni à la récupération syndicale. Nous étions simplement des adolescents heureux, des enfants de la paix qui avaient envie de vivre davantage, comme j'ai fini par le dire à mon grand-père.

Était-il conscient d'être en décalage avec cette jeunesse ?

Étant obsédé par le progrès et le futur, il avait compris qu'un taux de croissance ne suffisait pas à notre bonheur. Sauf que ni lui ni les soixante-huitards d'ailleurs n'ont réussi à traduire ce désir sur le plan institutionnel. Cela ne passait pas dans sa mécanique intellectuelle. Mais la preuve qu'il n'était pas coupé de la jeunesse était que, malgré mon jeune âge, il me considérait comme un interlocuteur à la hauteur. C'était ma grande joie, et mes frères et moi n'avions aucune réserve avec lui. De Gaulle, que l'on présentait comme un homme distant, était tout l'inverse en privé. Il adorait être défié sur le plan

intellectuel et n'avait aucun tabou. À condition, bien sûr, d'avoir quelques biscuits à lui opposer, et de ne pas raconter de conneries.

Cet homme solitaire, qui ne travaillait pas plus de huit heures et répondait à peine au téléphone, serait-il encore capable de diriger la France aujourd'hui ?

Je ne suis pas sûr que l'hypercommunication actuelle rende les hommes politiques plus visionnaires. Peut-être feraient-ils bien de retrouver un peu de liberté vis-à-vis des multiples courants d'opinion qui transigent instantanément sur les réseaux sociaux. Pour le reste, mon grand-père m'avait dit que travailler plus de huit heures par jour ne servait à rien, ajoutant que ses collaborateurs qui travaillaient le plus n'étaient pas les meilleurs.

On devine malgré tout un homme sans loisirs ni réelles distractions, si ce n'est la littérature...

Hormis les films qu'il se faisait projeter à l'Élysée, c'est vrai qu'il laissait d'abord vagabonder son imagination à travers ses nombreuses lectures. L'été, en revanche, ma grand-mère et lui ne tenaient pas en place. Il fallait sans cesse aller se balader en forêt, et surtout en voiture. Il lui arrivait souvent de décider, tôt le matin, que nous irions déjeuner 400 kilomètres plus loin.

Parmi les vieux grognards du gaullisme, certains ne font-ils pas un transfert irrationnel lorsqu'ils vous rencontrent aujourd'hui ?

Bien sûr, et vous n'imaginez pas ma gêne. Si je comprends leur émotion, je confesse assez égoïstement avoir envie que l'on me parle aussi de moi... Mais bon, je sais que ce désir restera inatteignable, et au moins cela tranche avec la haine qu'enfant je recevais parfois en pleine figure.

L'indépendance de l'Algérie a d'ailleurs failli vous être fatale...

Mon oncle, le général de Boissieu, me racontera des années plus tard qu'en 1962 le policier chargé de surveiller le domicile de mes parents avait été intrigué par un petit colis adressé à moi et à mes frères. À l'intérieur : quatre balles de ternis, dont l'une était en fait une grenade dégoupillée. Au-delà de cet épisode, je me souviens aussi de la première blessure morale due à mon nom. Un lundi ensoleillé, je sortais du collège parfümé mes camarades quand certains de leurs parents – que je connaissais bien – se sont mis à traiter de salaud le petit enfant que j'étais, de jurer qu'ils auraient ma peau. Cette scène m'a offert très tôt une bonne vision de la bêtise humaine, celle de cette part de la société qui donne dans le BCBG, va à la messe le dimanche, mais respire la médiocrité et la méchanceté.

(1) « Un autre regard sur mon grand-père », éd. Plon, 304 p., 18,90 €.

# Barroso à Goldman Sachs, le pantouflage de trop ?

**POLÉMIQUE** Le recrutement par la banque américaine du Portugais José Manuel Barroso, ancien président de la Commission européenne, ne passe pas

« Il ne manquait plus que ça », lâche fataliste un fonctionnaire de la Commission européenne. La nouvelle, annoncée en grande pompe par Goldman Sachs, du recrutement de l'ancien président de la Commission européenne José Manuel Barroso comme directeur non exécutif et conseiller a semé le trouble. Les socialistes français, qui étaient opposés à sa nomination comme président de la Commission, sont particulièrement remontés. « Ses dix années passées à la tête de la Commission européenne ont laissé l'Europe exsangue. »

Le gouvernement français, par la voix d'Harlem Désir, le secrétaire d'État aux Affaires européennes, a demandé officiellement à l'intéressé de « renoncer à ce poste » et appelle à revoir les règles européennes en matière de conflit d'intérêts. Au centre aussi, la nouvelle passe mal. « Barroso a de la suite dans les idées. Il veut comprendre comment Goldman Sachs l'a enfumé sur la sincérité des comptes publics de la Grèce ! » Ironise le président de la commission des budgets au Parlement européen, l'UDI Jean Arthuis. Chez les chrétiens-démocrates, le parti de Barroso, c'est profil bas. Idem à la Commission européenne.

## Silence radio chez Juncker

L'actuel président de l'exécutif européen, Jean-Claude Juncker, est en effet resté coi. « À titre général, le président Juncker n'a pas l'habitude de commenter les décisions prises par ses prédécesseurs », précise, laconique, son porte-parole, Margaritis Schinas, interrogé par la presse. Dans les couloirs, le Luxembourgeois ne semble cependant pas très



Le Portugais a renoncé depuis plus d'un an à son « indemnité de transition ». PHOTO ANDREJ ISAKOVIC/AMP

heureux du procédé. Son prédécesseur ne l'a informé qu'« après coup, par téléphone ». Un entretien téléphonique un peu « orageux » au dire d'observateurs avertis.

D'un point de vue formel, José Manuel Barroso n'a rien à se reprocher. Selon le code de conduite de la Commission, les anciens commissaires n'ont l'obligation de notifier « les activités qu'ils entendent mener à bien [que] durant dix-huit mois » après leur départ. Passé ce délai, tout commissaire reste libre d'accepter n'importe quel emploi sans prévenir.

De plus, l'ancien Premier ministre portugais a renoncé depuis plus d'un an à l'« indemnité de transition » à laquelle il avait droit (environ 15 000 euros mensuels). Tout est donc légal. C'est davantage la morale politique qui est atteinte. Car

cette pratique ne date pas d'hier et semble assez généralisée.

## Une pratique tolérée

Les grands groupes, les banques en particulier, sont en effet très friands des services des anciens responsables européens, tout comme les groupes automobiles ou chimiques. L'ex-commissaire à la Concurrence Neelie Kroes a ainsi été recrutée par la Bank of America Merrill Lynch et roule pour l'américain Uber. Le Belge Karel De Gucht, son ancien collègue chargé du Commerce extérieur, est passé au service de la société d'investissement CVC et du gestionnaire de patrimoine Merit Capital.

Clairement, ce n'est pas la force de travail des personnes concernées qui intéressent ces groupes mais leur carnet d'adresses. Goldman

Sachs ne s'en cache pas d'ailleurs. Dans le communiqué qui annonce le recrutement de l'ancien président de la Commission européenne, la banque vante « sa perspective, ses jugements et ses conseils [...] précieux pour notre conseil d'administration, nos actionnaires et nos employés ».

Un éloge qui passe mal dans les rangs des fonctionnaires européens. « Cette nomination soulève des questions éthiques, s'alarme Georges Vandas, président du principal syndicat de la fonction publique européenne, U4U. Elle ne peut qu'alimenter la propagande europhobe de tous les populismes et extrémismes, propagande selon laquelle l'intégration européenne est au service des seuls intérêts de la finance. »

**Nicolas Gros-Verheyde, à Bruxelles**

# L'engagement au cœur

**NÉCROLOGIE** C'était une grande figure politique locale. Jacques Persyn s'est éteint mercredi soir

De gauche ou de droite, les réactions sont unanimes. Jacques Persyn, maire de Mornac, conseiller départemental et vice-président du Grand-Angoulême, va laisser un vide dans toutes les instances où il avait un siège. Mercredi soir, vers 20 heures, il s'est éteint des suites d'une longue maladie à l'âge de 69 ans.

Retraité de l'éducation nationale, et engagé très tôt en politique sous les couleurs du Parti communiste, il était maire de Mornac depuis 1977. Presque quarante années à la tête d'une commune qui lui doit pratiquement tout. « Quand il est arrivé, c'était un petit village rural, raconte Guillaume Marsat, adjoint municipal et son secrétaire de campagne en 2007. Il a dynamisé la ville, et apporté beaucoup d'équipements pour l'échelle de la commune. » L'intéressé lui-même confiait en 2007 : « C'est un second métier, cela fait partie de ma vie. »

## Un « leadership »

À l'entrée de Mornac dans Grand-Angoulême en 2013, Jacques Persyn avait pris la vice-présidence de l'Habitat et du logement. Il était égale-



Jacques Persyn était connu pour sa liberté de parole et la force de ses convictions. PHOTO ARCHIVES/SABELLE LOUYER

ment président de l'Office public municipal d'habitation (OPMF).

Sur les réseaux sociaux, les hommages se succèdent pour cet homme connu pour sa liberté de parole, incisive, percutante. « C'était un des rares élus charentais qui assumait fort ses convictions, poursuit Guillaume Marsat. Tous ceux qui ont travaillé avec lui au quotidien savent qu'il avait cette capacité à hisser les autres vers une vision plus ambitieuse. C'était un leadership naturel. » Le président de l'Agglo, Jean-François Dauré, confirme : « Il avait une façon

de rappeler les politiques aux réalités du terrain. Il a gardé la même ligne de principes pendant toute sa vie politique. »

À gauche comme à droite, on loue ses qualités humanistes. « Malgré nos convictions diamétralement opposées, je l'appréciais beaucoup, partage François Bonneau, président du Département. C'était quelqu'un qui respectait l'autre. » Le maire d'Angoulême, Xavier Bonnefont, reconnaît également cette particularité : « Nous n'étions pas d'accord politiquement mais c'était quelqu'un de très atta-

chant avec qui on pouvait plaisanter. » Une ouverture d'esprit telle que Jean-François Dauré lui confère sans détour un rôle fédérateur. « Il savait aplanir les tensions, notamment lorsqu'il y en avait entre la Ville d'Angoulême et l'Agglo. » Un homme qui savait rassembler sans heurter.

## L'art de la réplique

Le conseiller départemental Patrick Berthault, camarade de parti, reconnaît avoir perdu « un frère. Avec son regard bleu acier brillant, Jacquot était quelqu'un de posé, à l'inverse de moi. Il était consensuel et ferme. Il aimait la vie parce qu'il aimait les hommes. »

« Vif », « brillant », « bon orateur », les adjectifs ne manquent pas pour ceux qui ont connu Jacques Persyn de près ou de loin. « Un homme curieux de tout », précise Michel Boutant, sénateur de Charente. Ses prises de paroles en ont marqué plus d'un. « Jacques avait un humour irrésistible, poursuit Jean-François Dauré. Il disait la vérité, il savait désarçonner un adversaire par une réplique. »

Jusqu'au bout, Jacques Persyn se sera battu contre la maladie. Le seul combat que ni son instruction, ni sa force de conscience n'auront réussi à vaincre. Les obsèques de Jacques Persyn auront lieu en début de semaine prochaine dans la plus stricte intimité. Néanmoins, un hommage public lui sera rendu mardi à 10 heures devant la mairie de Mornac.

**S. C. et B. R.**

# Eagle ABC Technology va créer 100 emplois

## INDUSTRIE

Implantée à Gensac-la-Pallue, la société va implanter une seconde unité de production à Segonzac

DIDIER FAUCARD  
d.faucard@sudouest.fr

Lorsque, l'an passé, Serge Girardot, le patron d'ABC Technology, a décidé de vendre l'entreprise au groupe japonais EKK, il en a entendu et lu des vertes et des pas mûres. Sur le fait d'avoir vendu à des Japonais, que l'usine n'allait pas rester longtemps à Gensac... « De la part de gens qui, visiblement, n'ont jamais investi un sou dans une entreprise », lâche-t-il.

Aujourd'hui, l'homme, responsable du site de Gensac, peut afficher un grand sourire. Non seulement, l'unité de production de Gensac est restée bien en place, mais l'activité va encore se développer. Le groupe japonais a, en effet, fourni à sa filiale charentaise une « feuille de route » qui laisse entrevoir de jolies perspectives.

### Une unité à Segonzac

EKK souhaite, en effet, qu'Eagle ABC Technology devienne le premier site fournisseur du groupe en bobines surmoulées, à l'horizon 2020, en produisant cinq références de bobines destinées à l'Europe, l'Asie et le Mexique. « Ce qui signifie que nous allons devoir passer d'une production actuelle, pour le groupe, de 2,5 millions de pièces par an à 30 millions de pièces », précise Serge Girardot. Et cela « tout en continuant à produire et développer notre propre portefeuille-clients (3 millions de pièces à l'heure actuelle, NDLR) ».

Pour augmenter la capacité du site, décision a été prise de consacrer l'ensemble du rez-de-chaussée à la production et de transférer tout l'administratif à un étage. Soit



Serge Girardot dans l'usine de Gensac-la-Pallue, en attendant celle de Segonzac. PHOTO ANNE LACAUD

un gain de surface productive de 800 m<sup>2</sup> qui s'ajouteront au 9 000 déjà existants. Les travaux en cours devraient être achevés en octobre. Et surtout, la société s'est mise à la recherche d'un terrain pour implanter une deuxième unité de production. Un lieu a été trouvé sur la zone des Malestiers à Segonzac (en face du stade), dont la vente a été acceptée à l'unanimité par la Communauté de communes de Grande Champagne, mardi soir. Le tout sur 28 000 m<sup>2</sup>, qui comporteront notamment une unité de production de 14 500 m<sup>2</sup>, dont le bâtiment est espéré achevé pour août 2017.

### Appel d'air pour l'emploi

En termes de machines, ce sont 10 lignes de bobinages, 15 cellules de surmoulage robotisées, 3 unités d'injection et des infrastructures périphériques qui vont être progressivement installées pour atteindre les objectifs annoncés en 2020. Coût de l'opération : 1 million d'euros pour l'aménagement du site ac-

## LES ENTREPRISES EN CHIFFRES

### EAGLE ABC TECHNOLOGY

- Création du site de Gensac : 1955.
- Siège social et un site de production à Gensac-la-Pallue.
- Nombre d'employés : 166.
- Chiffre d'affaires 2015 : 22 millions d'euros (17 millions en 2014) et 23 millions sont estimés pour 2016.
- La clientèle : automobile, équipementiers (57 %) ; Industrie (24 %) ; transport ferroviaire (8 %) ; industrie médicale (3 %) ; aéronautique et défense (1 %).

### EKK

- Groupe fondé en 1964.
- Objet : fournisseur de solutions globales d'étanchéité (automobile et machines ; industrie générale ; division maritime ; aéronautique).
- Société au capital de 78 millions d'euros, coté en bourse.
- Chiffre d'affaires : 900 millions d'euros.
- Nombre d'employés : 5 500 personnes dans le monde.
- Usines et filiales : 44.

tuel, 5 millions pour le nouveau site et 22 millions pour les outils de production.

Surtout, ce projet est porteur d'un nombre de créations d'emplois qui n'est pas anodin, de l'ordre de la centaine. « Nous allons avoir besoin d'opérateurs de production qui piloteront des lignes automatiques, de techniciens de maintenance, de régleurs de ma-

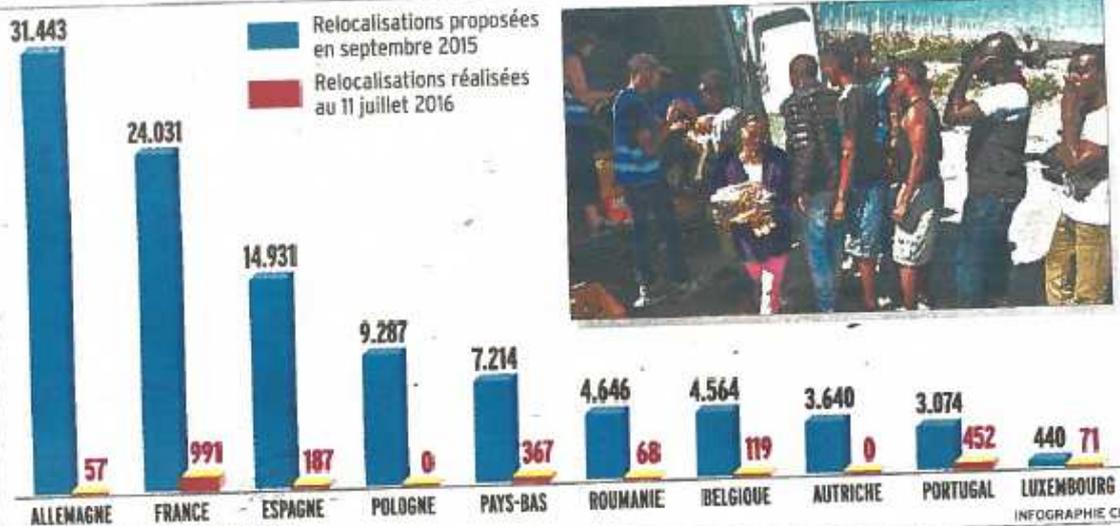
chines, de métrologues (ils mesurent les bobines, NDLR), de magasiniers ; mais également de renforcer notre structure qualité et le pilotage de la production. C'est un personnel qui devra être adapté à nos besoins spécifiques et cela s'accompagnera de formations », explique Serge Diderot, pas ignorant des difficultés à trouver, parfois, la personne adéquate.

# Immigration

## Réfugiés: un fossé entre les promesses et les actes de l'Europe

La Commission a publié mercredi le bilan des «relocalisations» de réfugiés dans l'Union européenne, décidées en juillet et septembre 2015. Face à l'afflux massif de migrants, principalement venus de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak et du Pakistan, à partir du printemps 2015, les États membres s'étaient mis d'accord, le 9 septembre 2015, pour se répartir 120.000 personnes en deux ans. Le résultat n'est guère convaincant: selon le bilan arrêté au 11 juillet 2016, seules 3.056 personnes arrivées en Italie et en Grèce ont bénéficié d'une relocalisation.

La France, qui devait en accueillir 24.000, n'a ouvert ses portes qu'à moins d'un millier. Et certains pays (Pologne, Autriche) n'en ont même accueilli aucun, bien que le dispositif ait été rendu obligatoire en septembre dernier par un vote à la majorité des États membres de l'UE. Il semble d'ailleurs quasiment condamné: la Slovaquie et la Hongrie ont attaqué cette décision devant la Justice européenne, et Budapest a même annoncé un référendum prévu le 2 octobre sur ce sujet.



# La mort d'un homme de «valeurs»

Jacques Persyn, maire de Mornac depuis 1977, s'est éteint mercredi à l'âge de 69 ans. Une figure charentaise de la gauche «vraie» disparaît. Il était aussi vice-président de GrandAngoulême.

Thierry CORDEBOEUF  
tcordeboeuf@charentelibre.fr

Jacques Persyn ne soufflera pas le quarantième anniversaire de son entrée à la mairie de Mornac. L'élu s'est éteint mercredi soir, après plusieurs mois de combat contre la maladie. Il avait 69 ans. La commune pleure l'homme qu'elle a élu sans discontinuer depuis 1977, avec plus de 77% des voix la dernière fois. Une commune qui s'est considérablement développée sous ses sept mandats, un record de longévité électorale. Mais c'est aussi toute la Charente qui rend hommage à celui qui fut vice-président du conseil départemental pendant dix ans, jusqu'à «la défaite de la gauche en 2015». «Il était un vrai constructeur, il suffit de voir comment il a transformé Mornac», témoigne le sénateur Michel Boutant, son ancien «patron» au Département. «Il a toujours travaillé dans l'intérêt des plus modestes, il va nous faire cruellement défaut.»

Dans l'opposition départementale depuis un an, l'ancien prof de maths avait été réélu haut la main dans son canton de Ruelle (1). Depuis deux ans, il était aussi vice-président de GrandAngoulême en charge de l'habitat et président de l'office public HLM. Hier, ses collègues de gauche au Département saluaient «un homme droit, juste et loyal, qui a toujours défendu ses convictions profondes pour la Charente et les Charentais».

### «Un repère»

Figure de la gauche de la gauche, Jacques Persyn inspirait le respect à tout l'échiquier politique comme en témoigne le flot d'hommages depuis sa mort. «Rendons hommage à un homme de convictions qui savait travailler avec tous pour que les agglomérations restent humaines», écrivait hier Vincent You, adjoint LR au maire d'Angoulême. «Un homme fidèle à ses idées, qui n'oubliait jamais ceux qui souffrent, un repère», confie



Maire de Mornac depuis 39 ans, figure de la gauche charentaise, Jacques Persyn est mort mercredi soir. Photo archives Quentin Petit

«Il était un vrai constructeur, qui a toujours travaillé dans l'intérêt des plus modestes.»

Jean-François Dauré, le président socialiste de GrandAngoulême, qui perdit un vice-président connu pour son franc-parler, ses coups de gueule, mais aussi son humour et sa grande capacité de travail. «L'humain d'abord, c'était son

credo. Derrière ce magnifique sourire vivait une belle personnalité avec de belles valeurs: la loyauté, l'intelligence du cœur, l'esprit de combat.» Un des derniers gros derniers chantiers de Jacques Persyn fut d'ailleurs de convaincre ses administrés de faire entrer Mornac dans l'agglomération, mais aussi d'édifier un gymnase, d'aménager la traversée du village. «Il a fait de la commune un écrin de tranquillité, avec des infrastructures nombreuses et de qualité. Il était de ce genre d'homme qu'on ne remplace pas», témoigne Guillaume Marsat, un de ses adjoints à Mornac, qui énumère la garderie gratuite, les tarifs très bas de la cantine, les impôts les plus bas de l'agglomération...

Tout en soutenant haut et fort le Front de gauche à chaque scrutin, Jacques Persyn n'était plus encarté après un passage court et lointain au Parti communiste. Pour rester libre, dire sans détour ce qu'il pense: «Un homme de la gauche vraie, comme il aimait le dire, un visionnaire progressiste avec des valeurs qu'il a défendues toute sa vie», ajoute Guillaume Marsat. Les obsèques de Jacques Persyn auront lieu dans la stricte intimité familiale, mais Mornac rendra un hommage public à son maire disparu mardi à 10 heures devant la mairie.

(1) Jacques Persyn sera remplacé au Département par le maire de Brié, Michel Buisson, son obitisme aux élections de mars 2015.



L'attaque du camion a fait au moins 70 morts et des centaines de blessés. Photo AFP

# 14 Juillet de l'horreur à Nice

**A**u moins 70 personnes sont mortes hier soir sur la Promenade des Anglais de Nice, fauchées par un camion qui a roulé dans la foule sur une distance de 2 km, a déclaré le parquet de Nice.

Cet «acte criminel» a fait «plusieurs dizaines, peut-être une trentaine de morts», a déclaré le sous-préfet des Alpes-Maritimes, Sébastien Humbert, à BFMTV. Il y aurait «peut-être une centaine de blessés mais le bilan est encore très incertain», a-t-il ajouté.

Présent sur les lieux lors du feu d'artifice, un journaliste de l'AFP a vu un camion blanc foncer à pleine vitesse dans la foule, suscitant un mouvement de panique et jetant des débris tout autour. «C'était le chaos absolu» dans ces lieux situés au cœur touristique de la grande ville de la Côte d'Azur, a-t-il décrit.

Le camion «a foncé sur la foule sur une longue distance, le long de la Promenade (des Anglais), ce qui explique ce bilan extrêmement lourd», a précisé le sous-

■ Au moins 70 personnes ont été tuées et une centaine blessées hier soir par un camion qui a foncé à Nice dans la foule massée sur la promenade des Anglais ■ Le chauffeur du camion a été tué par la police ■ Le parquet antiterroriste est saisi

préfet : «Il y a eu des coups de feu et le chauffeur a été abattu». Moins d'une heure après les faits, la préfecture des Alpes-Maritimes a évoqué un attentat et demandé à la population de rester cloîtrée chez elle. Un important dispositif de sécurité a été délimité dans le centre de Nice, où de nombreuses ambulances, des membres des forces de l'ordre et des militaires se sont déployés.

Aucune prise d'otage n'a suivi l'attaque, a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, infirmant de nombreuses rumeurs qui

ont suivi l'attentat.

A proximité de la Promenade des Anglais totalement bouclée, la place Masséna, en plein centre de la ville, était elle aussi complètement inaccessible peu avant minuit.

Un PC sécurité a été installé dans le Palais de la Méditerranée mais il était lui aussi totalement bouclé. En déplacement à Avignon dans la soirée, le président de la République François Hollande est rentré à Paris pour se rendre directement à la cellule de crise activée place Beauvau.

Ce nouvel attentat intervient dans un contexte de menace terroriste très élevée, en particulier dans les pays, comme la France, interve-

»

Le camion a foncé dans la foule sur une longue distance, le long de la Promenade des Anglais

## Estrosi: armes et grenades dans le camion

Christian Estrosi, président de la métropole Nice Côte d'Azur et président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a indiqué à BFMTV que des armes et des grenades se trouvaient en grande quantité dans le camion.

du groupe Etat islamique, dont une quinzaine de jihadistes sont morts, la plupart en kamikazes. Une vingtaine de membres ou complices présumés sont derrière les barreaux. La France avait déjà basculé dans l'ère de la violence jihadiste les 7, 8 et 9 janvier 2015 lors des attentats contre l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo et un supermarché casher à Paris, qui avaient fait 17 morts.

nant en Syrie contre le groupe jihadiste Etat islamique. Il survient moins de deux semaines avant la fin programmée, le 26 juillet, de l'état d'urgence.

Il est a priori le plus important commis en Europe depuis les attentats qui ont fait 130 morts le 13 novembre 2015 à Paris et 32 morts le 22 mars 2016 à Bruxelles, commis par le même réseau



La Promenade des Anglais était jonchée de cadavres.



La Promenade des Anglais, mais aussi le cœur de Nice ont été bouclés par la police.

# Macron averti, Valls raffermi

François Hollande a à nouveau défendu son bilan et lancé un avertissement ferme à Emmanuel Macron, lui rappelant les «règles» à respecter pour rester au gouvernement, hier au cours de l'ultime interview du 14 juillet de son mandat.

Interrogé d'emblée sur le cas du ministre de l'Économie, en conflit ouvert avec le Premier ministre Manuel Valls, François Hollande a rappelé «les règles» du gouvernement: «la solidarité», «l'esprit d'équipe», «défendre le bilan», «être à plein temps dans sa tâche» et «servir jusqu'au bout».

«Respecter ces règles, c'est rester au gouvernement, ne pas respecter ces règles, c'est ne pas y rester», a-t-il lancé, alors que M. Macron, sans se déclarer ouvertement candidat, a promis à ses soutiens «la victoire» en 2017 lors d'une démonstration de force mardi à la Mutualité. Pour la droite, Nicolas Sarkozy a dénoncé jeudi une

■ Le président de la République, très attendu lors de l'interview du 14 Juillet sur la démarche individualiste de son ministre de l'Économie, a simplement rappelé les règles

■ Et il a vanté son bilan

fête nationale, sur France 2 et TF1, aux questions de David Pujadas et Gilles Bouleau.

Il a rappelé la position française pour une sortie rapide du Royaume-Uni de l'Union européenne après le référendum sur le Brexit, alors que Theresa May a succédé jeudi à David Cameron au 10, Downing street.

«Plus tôt la Première ministre Mme May engagera la procédure de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, meilleure sera la relation future entre l'Europe et le Royaume-Uni et meilleure sera notre propre situation», a-t-il souligné.

Sur l'évolution future de l'Europe, il effectuera une mini-tournée européenne la semaine prochaine, du Portugal à l'Irlande en passant par l'Autriche, la République tchèque et la Slovaquie. Un «sommets» ou



Selon le calendrier qu'il a lui-même annoncé, M. Hollande dira «avant la fin de l'année» s'il sollicite un second mandat à l'Élysée.

Photo AFP

une «rencontre» en Italie a déjà été annoncé pour la «fin août» par l'Élysée entre le président français, la chancelière allemande Angela Merkel et le président du Conseil italien Matteo Renzi.

La sécurité et la menace terroriste ont également été abordés plus tard dans l'interview. Dès mercredi M. Hollande avait annoncé l'envoi de davantage de soldats français pour conseiller les forces irakiennes en lutte contre l'État islamique (EI), ainsi que le redéploiement à l'autonne du porte-avion Charles de Gaulle au Moyen-Orient.

Le chef de l'État s'est ensuite évertué à défendre son bilan intérieur.

«Ca va mieux en France», a-t-il répété.

Surtout, a-t-il promis, «nous aurons une inversion de la courbe du chômage à la fin de l'année». Mais ce chômage, auquel il a lié son sort élyséen, «reste trop élevé». «Ca veut dire que la politique que j'ai engagée, il va falloir la poursuivre», a-t-il dit, promettant «de nouveaux des déficits» et «une perte de compétitivité» si la droite revenait au pouvoir. Il a également défendu la loi travail «conforme à (ses) valeurs». «J'ai toujours été un homme de gauche», a-t-il rétorqué aux opposants qui préparent de nouvelles actions pour la rentrée.

## L'état d'urgence levé le 26 juillet

Le président a confirmé hier que l'état d'urgence, déclenché après les attentats du 13 novembre, ne serait pas prolongé au-delà du 26 juillet. «Cet état d'urgence, j'ai considéré qu'il fallait le prolonger jusqu'au moment où nous puissions être sûrs que la loi pouvait nous donner des moyens nous permettant de prévenir la menace terroriste avec efficacité», a déclaré le président de la République, en référence à la loi sur la procédure pénale promulguée en juin.

Cette loi a été votée «à une très large majorité, presque à l'unanimité», et «va nous donner des instruments d'action qui sont non pas comparables à l'état d'urgence, mais qui nous donnent des moyens de contrôle administratif de certains individus», a-t-il développé.

## Le Roux: «Un exemple»

Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a estimé que «l'intervention du président de la République a été à l'image du défilé de ce 14 juillet: un exemple d'engagement au service des Français».

Pour Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains au Sénat, «François Hollande n'a plus rien à dire aux Français. Quatre ans après son élection, il n'a qu'un argument pour expliquer son échec: ce n'est pas moi ce sont les autres!»

Nicolas Dupont-Aignan (député, dirigeant de Debout la France!), n'y a vu «qu'un nouvel exercice d'autocélébration de sa politique».

## Ça va mieux en France

«perte d'autorité complète».

Le président de la République a, en revanche, conforté son Premier ministre: «Manuel Valls, je l'ai nommé pour diriger le gouvernement et il le fait avec autorité, il le fait avec courage, il le fait aussi en ayant le sens de l'intérêt général. Et il le fait aussi avec sa personnalité, heureusement», a-t-il salué.

M. Hollande répondait, depuis l'Élysée, pour la dernière fois de son quinquennat à l'occasion de la

## D'éventuelles baisses d'impôts liées à la croissance

Le président François Hollande a déclaré hier que les impôts pour les ménages ne baisseraient en 2017 que si la croissance était supérieure à celle de 2016 et atteignait 1,7% du PIB.

«Je ne ferai de baisse d'impôts pour l'année prochaine que si nous avons la certitude d'avoir une croissance supérieure encore à celle de

cette année», a-t-il dit, lors de l'interview du 14 juillet.

Il faudra pour cela «avoir une perspective de croissance de 1,7% l'année prochaine», a-t-il souligné, en précisant qu'il n'y avait «pas de certitude» à ce stade d'y arriver.

La décision sera prise en septembre, a-t-il ajouté, en relevant aussi l'incertitude liée à la sortie du

Royaume-Uni de l'UE.

«C'est vrai que ce que nous aurons pu faire pour régler la question du Brexit aura des conséquences sur l'économie française et donc sur la possibilité de distribuer sous forme de baisses d'impôts supplémentaires», a noté le chef de l'État.

Le 17 mai, François Hollande avait déjà réaffirmé son objectif

d'une nouvelle baisse d'impôts pour les ménages, «à condition que nous ayons des marges de manœuvre».

Après des hausses d'impôts en début du quinquennat, le gouvernement a effectué trois réductions successives de l'impôt sur le revenu, dont une dernière de plus de deux milliards d'euros en 2016.

## JO de Rio Projet d'attentat contre les athlètes français

La France a été informée d'un projet d'attentat contre des athlètes français lors des Jeux Olympiques de Rio (5-21 août), selon le chef des services de renseignement militaire cité dans un document officiel. Ce projet a été évoqué lors de l'audition du général Christophe Gomar, patron de la Direction du renseignement militaire (DRM), devant une commission d'enquête parlementaire sur les attentats de 2015 à Paris. La France a été informée par «nos partenaires», sans plus de précision.

## Légion d'honneur: 654 promotions hier

Les acteurs Marion Cotillard (photo archives AFP) et Pierre Richard, le moine bouddhiste Matthieu Ricard, l'ancienne syndicaliste Nicole Notat ou les photographes Raymond Depardon et Sebastiao Salgado font partie de la promotion du 14 juillet de l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Dans cette promotion de 654 personnes, publiée hier au Journal officiel, figurent deux grand-croix, la plus haute distinction de l'Ordre: l'une décernée à Gilbert Guillaume, ancien président de la Cour internationale de justice et l'autre à Pierre Truche, premier président honoraire de la Cour de cassation.

Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Olivier Schrameck, qui fut directeur de cabinet du Premier ministre Lionel Jospin, est promu

commandeur.

Plusieurs personnalités de la culture et de la communication sont décorées: le journaliste Alain Duhamel est élevé à la dignité de grand officier, l'exploitant et distributeur de cinéma Marin Karmitz est promu commandeur, le délégué général du festival de Cannes, Thierry Frémaux, est promu au rang d'officier, ainsi que les acteurs et actrices Pierre Richard, Niels Arestrup et Ariane Ascaride.

L'actrice Marion Cotillard, le cinéaste Xavier Beauvois et les photographes Raymond Depardon (auteur du portrait officiel de François Hollande) et Sebastiao Salgado sont nommés chevaliers. Les historiens Annette Wieviorka et Jacques Julliard, également journaliste, sont tous deux promus commandeurs.

Dans le monde économique, l'Ordre a notamment promu commandeurs, Antoine Gallimard, PDG des éditions Gallimard et Pierre Mongin, directeur général de Engie (ancien patron de la RATP). Frédéric Gervoson, PDG de Andros est, lui, promu officier.

Laurent Castaing, directeur général de STX France (chantiers navals de Saint-Nazaire) est nommé chevalier de même que Nicole Notat, l'ancienne patronne de la CFTD (1992-2002), aujourd'hui à la tête de Vigeo société d'audit-conseil en responsabilité sociale et Yves Guillemot, PDG d'Ubisoft. Dans cette promotion figurent également le moine bouddhiste Matthieu Ricard, proche du dalaï lama (chevalier) et six compagnons de la Libération parmi lesquels Alain Gayet (grand officier), grand-père de l'actrice Julie Gayet.



Photo archives AFP